



**NPA**  
NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

# Le NON du peuple Grec

**ne doit pas servir à négocier des mesures d'austérité !**



Bulletin Poste du NPA - 7 juillet 2015

Les dirigeants de l'Union européenne et du Fonds monétaire international (FMI) avaient promis les flammes de l'enfer à la population grecque s'il lui venait l'audace de refuser les mesures qu'ils voulaient lui imposer. Eh bien pourtant, à 61 %, les électeurs grecs ont voté « Non » au référendum portant sur l'acceptation de ces mesures.

Recul de l'âge de la retraite, baisse ou gel des pensions de retraite, hausse de la TVA, facilitation des licenciements, baisse des aides sociales, baisse des salaires dans le public, privatisations, etc. Ces mesures n'ont qu'une cible : les travailleurs et les classes populaires de Grèce, qui se sont déjà terriblement appauvris ces dernières années, et à qui on demande toujours plus. Cette fois-ci, le chantage n'a pas fonctionné et on ne peut que s'en réjouir !

## **Nous sommes tous des travailleurs-euses grecs**

Depuis quelques semaines, des politiciens de gauche et de droite français, bien aidés en cela par les principaux médias, s'évertuent à nous mettre dans la peau d'un créancier de l'État grec. On a même tenté de nous faire croire que les Grecs devaient de l'argent à chaque contribuable français. Alors même qu'en réalité l'État français s'est enrichi avec la dette grecque.

Mais qu'avons-nous de commun avec une Christine Lagarde, directrice du FMI, prête à punir la population grecque parce que l'Etat n'a pas pu rembourser les 1,5 milliard d'euros qu'il devait au FMI ? La même était moins regardante quand il s'agissait, alors qu'elle était ministre française des Finances, de faire un cadeau fiscal de 1,7 milliard d'euros à la Société générale au moment de l'affaire Kerviel. Qu'avons-nous de commun avec Hollande et Merkel, prêts à enfoncer la tête des couches populaires grecques sous l'eau pour satisfaire l'appétit des banques, des institutions financières internationales ou des États, français et allemand en premier lieu ?

Comme les travailleurs de Grèce, nous subissons ici les chantages continuels du patronat : acceptez de voir votre condition se dégrader, ou alors on licencie. La dette est devenue le prétexte à toutes les attaques contre les services publics. Ce qui se passe en Grèce concerne les exploités d'ici. Le peuple étranglé par la finance, c'est aujourd'hui le peuple grec. Demain, à qui le tour ?

## **Se donner les moyens d'un vrai « Non », Non à l'union nationale !**

Le « Non » au référendum, s'il exprime le refus de la population grecque de se voir une nouvelle fois appauvrie, ne résout aucun des problèmes qui se posent aux travailleurs de Grèce. Car les dirigeants des banques et des États européens ne relâcheront pas aussi facilement leur emprise sur la population de ce pays. Ils veulent en faire un exemple politique, pour démontrer qu'il ne faut pas leur résister.

Le gouvernement Syriza ne demande pas autre chose que de reprendre les négociations avec les institutions internationales pour trouver un compromis avec les étrangleurs des classes populaires.

L'heure n'est pourtant plus à la négociation ! Il faut en finir avec toutes ces discussions inégales. Pour trouver de l'argent, il faut aller le chercher là où il se trouve : dans les coffres-forts de la bourgeoisie. Chez les riches amateurs grecs et l'Église de Grèce, puissant propriétaire foncier, qui sont exonérés d'impôts. Parmi les biens des grands bourgeois grecs, notamment ceux qui sont allés planquer leurs milliards en Suisse. Dans les réserves des banques. En prenant sur le budget de l'armée, qui sert surtout à enrichir un marchand d'armes bien français comme Dassault. Il ne devrait pas y avoir de scrupules à réquisitionner les biens de la bourgeoisie et à annuler la dette.

Cependant, sous la houlette de Tsipras, un front commun entre SYRIZA, PASOK, NEA DEMOKRATIA, ANEL et TO POTAMI se dessine. Tous ces partis pro patrons et Syriza sont d'accords pour soutenir les dernières propositions d'austérité du gouvernement grec à l'Eurogroupe. Sa popularité renforcée permettra-t-elle à Tsipras de faire accepter l'austérité à des électeurs qui viennent de voter contre ? Ou ceux-ci, rendus confiants par leur victoire, seront-ils capables de rejeter l'austérité même si elle vient de Tsipras ?

Car pour en finir avec l'austérité et la politique de la Troïka il faudra que les travailleurs et la jeunesse grecque se mette en action.

Pour accomplir cette tâche, les travailleurs de France et des autres pays d'Europe peuvent être les meilleurs alliés des travailleurs de Grèce en reprenant eux-mêmes les chemins de la révolte sociale contre leur propre gouvernement, leurs propres patrons.

## **Les facteurs de Paris 15 se mobilisent contre la répression antisyndicale**

La DSCC de Paris a annoncé le passage en conseil d'Eric, secrétaire de la section CGT de Paris 15 PDC, pour le 22 juillet prochain. La Poste demande 6 mois de mise à pied, au motif d'avoir "mal parlé" à un cadre. Une sanction démesurée pour rien du tout... Près de 160 agents ont signé la pétition CGT-SUD-CFDT exigeant l'abandon de cette discipline. Jeudi 2 juillet, plus de 80 collègues sont montés en délégation de masse protester contre cette discipline abusive ! Le mercredi 22 juillet, les facteurs et factrices de Paris 15 seront en grève. Face à la répression contre l'un des grévistes et animateur du conflit de 2014 (51 jours de grève), les agents de Paris 15 n'ont comme seule solution que de réagir collectivement en se mobilisant, par la grève ! Non à la répression antisyndicale !

### **Des grèves et encore des grèves...**

La deuxième quinzaine du mois de juin et le début du mois de juillet ont été particulièrement riches en grèves. Des conflits se sont déclenchés dans les Bouches-du-Rhône, en Vendée, le 69, à Paris, Nancy, en Haute-Normandie, en Drôme et en Ardèche... la liste n'est pas exhaustive. Mais ces luttes récentes laissent entrevoir de nouvelles possibilités.

À force de délocaliser des centres postaux et d'en fermer d'autres pour concentrer les postiers dans de plus grosses unités, La Poste a fini par pousser les salariés à commencer à faire grève dans plusieurs centres à la fois. Des tentatives conscientes de regroupement des luttes sont menées, comme par exemple dans les guichets de Paris 18ème où Olivier Besancenot et ses collègues du bureau Paris Bichat ont sillonné tous les bureaux de l'arrondissement avant de déposer un préavis de grève la semaine dernière qui a permis de regrouper sur plusieurs jours jusqu'à une quarantaine de salariés (y compris des conseillers bancaires) en grève et en AG. Même si la direction n'a pas cédé sur les principales revendications, les grévistes des différents établissements étaient très contents de tisser des liens. À Nancy, 100 facteurs étaient présents sur le piquet pendant les 10 jours d'une

grève qui a touché là encore plusieurs établissements. SUD-PTT 13 a pris l'initiative de multiples préavis de grève : Marseille 13, Marseille 15 et Allauch ont fait 2 jours de grève au même moment, puis dans la foulée Martigues-Port de Bouc, avant de passer le relais à Aix, Rognac, Velaux, Marseille-Les Docks, avec des préavis également déposés à Marseille 4 et 14... Résultat: la Poste a signé un protocole de fin de conflit à Martigues-Port de Bouc dès le deuxième jour de grève. Quant à Velaux et Rognac (toujours dans le 13), ils ont obtenu le retrait de la pause méridienne !

Les bureaux de Challans, Aizenay, Saint-Gilles et Noirmoutier (Vendée) ont également fait grève le mois dernier dernière au même moment. La direction a cédé sur Aizenay (où le taux de grève était très fort) dès le deuxième jour de grève. A Dardilly (69), le dépôt d'un préavis de grève a suffi pour que la direction maintienne le régime de travail des facteurs...

Toutes ces grèves n'ont pas été victorieuses. Mais elles dessinent une tendance. On assiste peut-être à un début d'évolution dans les conflits sociaux à La Poste, avec une direction qui se voit obligée de lâcher prise de façon ciblée face à des conflits plus nombreux et un peu moins dispersés qu'auparavant.

### **Bal des réprimé-e-s : le 13 juillet on danse !**

